

Rythmes scolaires : « Où va le train ? »

Philippe Meirieu
Professeur à l'université LUMIERE-Lyon 2
Vice-président (EELV) de la Région Rhône-Alpes, délégué à la formation tout
au long de la vie

À quelques petites semaines des décisions que vont devoir prendre les communes sur la mise en œuvre de la semaine de quatre jours et demi, les tensions s'exaspèrent. Les professeurs d'école expriment leur inquiétude sur la « précipitation » de décisions auxquelles ils estiment ne pas avoir été assez associés. Ils disent aussi leur malaise face à une société qui ne cesse d'avoir à leur égard de nouvelles exigences sans qu'ils bénéficient des contreparties financières et de la considération sociale auxquelles ils ont droit : pourquoi seraient-ils les seuls à devoir « payer » pour rééquilibrer le temps de l'enfant quand les parents ont souvent renoncé à résister à la pression des écrans et laissent le temps de sommeil quotidien de leurs enfants diminuer d'année en année ? Pourquoi seraient-ils contraints à modifier leurs horaires de travail dans « l'intérêt supérieur de l'enfant » quand, par ailleurs, la société tout entière sacrifie cet intérêt aux lois du marché publicitaire et leur confie au quotidien, sans le moindre scrupule, des enfants qui oscillent, de plus en plus, entre excitation et apathie ? Pourquoi seraient-il les seuls à porter le poids d'une réforme qui épargne les industries du tourisme, les autoroutes et les médias réunis ?... De leur côté, les municipalités s'inquiètent : auront-elles les moyens de financer, de manière pérenne, les activités nécessaires au rééquilibrage de la semaine ? Comment feront celles qui ont déjà de sérieuses difficultés financières ? Comment mobiliser, en un temps si court, le tissu associatif, culturel et sportif de proximité, dans le cadre de projets éducatifs locaux articulés aux projets d'école et à l'action des enseignants ? Ne vont-elles pas être contraintes à jouer au « poussepousse » avec des quarts d'heures qu'on déplacera en fonction des opportunités au cours de la pause méridienne ou en fin d'après-midi ?

Il faut d'abord rappeler que, si nous en sommes là, c'est en raison des décisions brutales et totalement irresponsables de Xavier Darcos et Nicolas Sarkozy : alors que rien ne figurait, sur la question des rythmes scolaires, dans le programme du président élu en 2007, le ministre de l'Éducation nationale ouvre le dossier le 3 septembre de la même année dans un entretien au *Parisien*... dossier bouclé trois jours plus tard par le Président de la République qui se prononce pour « la suppression des classes le samedi matin, sans report sur les autres jours de la semaine ». L'annonce officielle est faite par le ministre le 27 septembre au 20 heures de TF1 : il n'y aura plus d'école le samedi matin, les municipalités pourront organiser, à la place, des activités culturelles ou sportives, le temps d'enseignement ainsi

gagné sera utilisé pour l'aide aux élèves les plus en difficulté (ce qui, laisse-t-on entendre ici ou là, permettra de supprimer les RASED)... La mesure est mise en place dès la rentrée 2008, malgré les réserves de l'Association des Maires de France et les mises en garde particulièrement clairvoyantes d'Antoine Prost, qui dénonce, dans une tribune parue dans *Le Monde* le 29 mai, un « Munich pédagogique », « une entreprise de déconstruction » qui risque, selon lui, d'être irréversible. Il est suivi par quelques mouvements pédagogiques, mais son appel est fort peu relayé au plan politique (il faut dire que quelques municipalités de gauche – et pas des moindres ! – ont déjà supprimé les cours le samedi matin, voire adopté la semaine de quatre jours). Nulle grève ou manifestation n'est organisée par les organisations professionnelles pour protester contre la machine infernale qui s'est mise en marche : diminution globale du temps scolaire, alourdissement de la journée pour les élèves en difficulté qui se voient imposer « l'aide individualisée » pendant la pause méridienne ou après les cours, dysfonctionnements graves en termes de chronobiologie pour tous les enfants, avec moins de journées de classe et des journées plus lourdes (juste l'inverse de ce que préconisaient les chercheurs depuis bien longtemps) et une coupure de deux jours en fin de semaine qui casse le rythme veille / sommeil d'enfants qui, se couchant tard le vendredi, le samedi et le dimanche, peinent à se lever le lundi matin et commencent la semaine fatigués...

Au regard de cette situation, on comprend la volonté du ministre actuel d'agir et d'agir vite. Sans aucun doute, la semaine de quatre jours et demi avec des cours le mercredi matin est un progrès. Sans aucun doute, l'injonction faite aux communes d'organiser des activités complémentaires dans le cadre d'une semaine repensée était nécessaire. Mais pourquoi avoir écarté si vite l'hypothèse du retour du samedi matin ? On connaît l'argument de la garde alternée et des familles recomposées qui souhaitent pouvoir accueillir les enfants deux jours d'affilée... Mais résiste-t-il bien à l'analyse si l'on avance que, justement, le samedi matin peut être une occasion pour ces familles, comme pour les autres, d'un moment de contact privilégié avec l'école et les enseignants ? Pourquoi, aussi, avoir renoncé sans vrai débat à un rééquilibrage plus global de l'année scolaire, avec une diminution ou un zonage des vacances d'été et une alternance plus rigoureuse entre temps de travail et « petites vacances » ? Pourquoi, enfin, avoir imposé une formule unique – les cours le mercredi matin – quand on aurait pu s'en remettre aux collectivités territoriales et aux écoles, à partir d'un cahier des charges national exigeant, afin qu'elles pensent ensemble l'aménagement du temps de l'enfant (et pas seulement du « temps scolaire ») dans le cadre de « projets éducatifs locaux » ?

D'autant plus que la crispation sur les « rythmes scolaires » à laquelle on assiste aujourd'hui est particulièrement contre-productive au regard de la « refondation de l'École » que le ministre appelle de ses vœux. Elle écarte un fait pédagogique majeur : ce qui fatigue l'enfant, d'abord et avant tout, c'est l'échec. Ce dont il a besoin plus que tout, c'est d'une pédagogie qui l'aide à focaliser son attention, qui lui propose des contenus de savoirs mobilisateurs, qui l'accompagne dans son travail pour qu'il en améliore sans cesse la qualité, qui valorise ses réussites et lui permette d'accéder, grâce à des médiations adaptées, aux grandes œuvres de notre culture.

Au bout du compte, comme le soulignait malicieusement le philosophe et pédagogue américain Neil Postman, « on peut bien faire circuler les trains à l'heure,

mais à quoi bon s'ils ne vont pas là où nous voulons ? » Et c'est bien là, en effet, la question : pourquoi cette précipitation technique sur les rythmes alors que, par ailleurs, les programmes de 2008 restent en vigueur ? Il eût fallu revenir – au moins à titre conservatoire et avant la nouvelle élaboration qui s'impose – aux programmes de 2002, ambitieux, pédagogiquement cohérents, et accompagnés d'instructions qui permettent aux enseignants de se mobiliser collectivement pour faire de leurs classes et de leurs écoles de véritables « collectifs apprenants ». Car on trouve précisément, dans les programmes de 2002, les outils nécessaires pour articuler intelligemment activités scolaires et activités péri et parascolaires. Les démarches d'acquisition, les connaissances structurantes et les prolongements possibles y sont présentés et saisissables par les enseignants en collaboration avec des intervenants qui peuvent ainsi ne pas être réduits à de simples « variables d'ajustement ».

Il y a bien un « mal français » dans la conduite de nos réformes scolaires : spécialistes de combats épiques sur les « modalités », nous en oublions les « finalités ». Pris dans la frénésie des arrangements institutionnels et fascinés par les problèmes de « tuyauterie », nous en oublions les questions de contenus et de méthodes... Les tensions actuelles montrent la limite de ce « pilotage ». Espérons qu'elles nous permettront, si nous savons en tirer les leçons, de construire enfin ensemble « un discours sur l'école », clair sur ce que nous en attendons et mobilisateur pour les acteurs de terrain qui prennent tous les matins le chemin de la classe. Les professionnels de l'éducation en ont plus que jamais besoin. Notre pays aussi.